

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement

Unité Territoriale du Hainaut – Cambrésis -  
Douaisis

Zone d'activités de l'Aérodrome

BP 40137

59303 Valenciennes cedex

Prouvy, le 25 septembre 2014

**RAPPORT D'INSTRUCTION  
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS  
CLASSEES  
SUR LE DOSSIER DE DEMANDE  
D'ENREGISTREMENT DE LA SAS LES  
HÉBIHENS SANS PASSAGE EN CODERST**

Affaire suivie par : Pascal DE SAINT VAAST

Tél : 03 27 21 05 15

Fax : 03 27 21 00 54

V3-PdSV/2014-205

pascal.de-saint-vaast@developpement-durable.gouv.fr

**OBJET** : *Rapport d'instruction sans passage en CODERST  
Société SAS Les Hébihens  
Demande d'enregistrement de l'établissement de Tilloy-lez-Cambrai*

**N° S3IC** : 70.3719

**Assujettissement TGAP** : oui

**REFERENCES** : *Transmissions DIPP Préfecture du Nord du 4 septembre 2013 et du 7 mai 2014 -  
Compléments de l'exploitant le 22 mai 2014  
Avis de consultation publique du 2 juillet 2014  
Transmission de la préfecture du Nord du 16 septembre 2014 : retour de la  
consultation des municipalités et du public*

**RECEPTION DU DOSSIER** : *Réception du dossier le 12 mai 2014 et des compléments le 22 mai 2014*

**DEMANDEUR**

- **Raison sociale** : **SAS LES HEBIHENS  
(Ex Concerto Développement)**
- **Siège social** : 10, impasse des Grands Jardins  
ZAC La Moinerie  
**35400 SAINT MALO**
- **Adresse de l'établissement** : Avenue Jean-Jacques SEGARD  
ZI Actipole  
**59554 TILLOY-LEZ-CAMBRAI**
- **Contact dans l'entreprise** : **M. Paulo FERREIRA** ☎ : 0607214351  
mél : paulo.ferreira@virtuo-property.com
- **Activité principale** : **Plate-forme logistique**
- **Effectif** : **137**

SAS LES HEBIHENS\_Tilloy lez Cambrai \_rapinstruction\_070.3719\_25092014.doc

## Sommaire du Rapport

### Annexes

- 1.- Renseignements généraux
- 2.- Objet de la demande
- 3.- Installations classées et régime
- 4.- Consultation des conseils municipaux
- 5.- Observations du public
- 6.- Analyse de l'inspection des installations classées
- 7.- Conclusion et suites administratives

- 1.- Projet d'arrêté d'enregistrement
- 2.- Données cartographiques de l'établissement

### 1.- RENSEIGNEMENTS GENERAUX :

#### 1.1.- Présentation du demandeur

La SAS Les Hébihens est une société du groupe Beaumanoir et plus particulièrement de sa filiale C-Log. Le Groupe Beaumanoir est une entreprise française de distribution créée en 1985. En mars 2013, il possède 2 588 points de vente dans le monde et détient des marques telles que Cache-Cache, Bréal, Bonobo, Scottage, Morgan ou La City. A cette date, le Groupe Beaumanoir réunit plus de 13 000 collaborateurs dont 6 300 salariés à travers le monde. En plus de son activité de distribution, le Groupe dispose d'une filiale logistique, C-Log, et a développé une activité "e-business" avec Korben. Le centre principal d'expédition, géré par C-Log, est situé à Pleudihen-sur-Rance près du siège social de Saint-Malo.

La SAS Les Hébihens exploite déjà un entrepôt de plus de 11000 m<sup>2</sup> classé au titre des ICPE sur le site de Tilloy-lez-Cambrai. Elle y emploie 80 salariés. Elle réalise un chiffre d'affaires de près de 5 millions d'euros par an. Le projet, objet de la présente demande, consiste en une extension du site actuel par création d'une surface de stockage supplémentaire de 9747 m<sup>2</sup> avec un prévisionnel de création de 57 emplois.

#### 1.2.- L'historique du site

En 2007 c'est la société CONCERTO DEVELOPPEMENT, spécialisée dans la conception et la maîtrise d'ouvrage déléguée d'opération de construction et d'aménagement de plate-forme logistique et d'entrepôt, qui a demandé une autorisation au titre des installations classées sur le site de Tilloy-lez-Cambrai. La demande concerne alors l'implantation d'un entrepôt sur la zone d'activité Actipôle de l'A2. Cet entrepôt est constitué d'un bâtiment regroupant deux cellules de stockage de 5131 m<sup>2</sup>. L'ensemble de l'entrepôt représente une surface de 10 910 m<sup>2</sup> sur un terrain de 23 607 m<sup>2</sup>.

Les produits stockés sont des vêtements textiles. Par arrêté préfectoral du 8 janvier 2008 la société CONCERTO DEVELOPPEMENT est donc autorisée à exploiter son entrepôt couvert de Tilloy-lez-Cambrai sis Avenue Jean-Jacques Segard ZI Actipôle. Une déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société DHL Fashion (France) SAS a été portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées le 28 janvier 2008. Plus récemment la SAS Les Hébihens s'est déclarée exploitant le site à compter du 1<sup>er</sup> août 2009. Acte lui a été donné de cette déclaration par Monsieur le Préfet du Nord en date du 13 avril 2010.

### 2.- OBJET DE LA DEMANDE

#### 2.1.- Le projet

Le projet se compose d'une extension du site existant constituée:

- d'une partie entrepôt d'une surface de plancher nette de 9747 m<sup>2</sup> comprenant 2 cellules A et B de 4718 m<sup>2</sup> chacune ainsi qu'un couloir technique de 311 m<sup>2</sup> (entre la partie existante et l'extension),
- d'un ensemble de bureaux et locaux techniques représentant 765 m<sup>2</sup> environ de surface de plancher nette.

Une zone de stationnement pour les véhicules légers de 58 places supplémentaires est également prévues dans la continuité de la zone existante, portant le total du site à 138 places.

Une seconde aire de manoeuvre poids lourds dessert les 12 quais des nouvelles cellules et un accès de plain-pied à la cellule A.

#### 2.2.- Le site d'implantation

Le projet d'extension est implanté à côté de la plate-forme actuelle qui se trouve sur la commune de Tilloy-lez-Cambrai (59) dans la zone Actipôle n° 2, avenue Jean-Jacques Segard, sur un terrain d'une surface totale de 48 686 m<sup>2</sup> correspondant aux parcelles n° 1092 et 1125 de la section cadastrale U.

La commune de Tilloy-lez-Cambrai dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui date de 2003. La plate-forme se trouve en zone 1AUb. Il s'agit d'une zone naturelle non équipée, urbanisable à court terme, dont la vocation future est d'accueillir des activités économiques.

Le règlement de zone du parc d'activités indique que sont admis des établissements à usage d'activités industrielles, commerciales, artisanales, de bureaux ou de services comportant des ICPE ou non dans la mesure où, compte tenu des prescriptions techniques imposées pour pallier les inconvénients qu'ils présentent habituellement, il ne subsistera plus pour leur voisinage de risques importants pour la sécurité ou de nuisances inacceptables de nature à rendre indésirables de tels établissements dans la zone....

La commune de Tilloy-lez-Cambrai fait l'objet d'obligations diverses et de servitudes d'utilité publique. Le terrain est concerné par :

- l'obligation I6bis (protection des carrières et des mines). Cette servitude résulte de l'existence sur la commune de carrières souterraines abandonnées;
- la servitude d'utilité publique T8 (Servitude radioélectrique de protection des installations de navigation et d'atterrissage).

### **2.3.- Usage futur proposé**

L'usage futur du site sera maintenu en usage de type industriel.

### **3.- INSTALLATIONS CLASSEES ET REGIME**

Les installations projetées (Cellules A et B de l'extension) relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 512-7 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous

N° de rubrique	Désignation des activités	Capacité
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 2. supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 300 000 m <sup>3</sup>	2 cellules de 4 718m <sup>2</sup> chacune soit un volume total de 94 360m <sup>3</sup>
1530-2	Dépôts de papiers, carton ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exclusion des établissements recevant du public, le volume stocké étant supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égale à 50 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal de 26 520 m <sup>3</sup>
2662-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 40 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal de 26 520 m <sup>3</sup>
2663-1-b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égale à 2 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 45 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal de 26 520 m <sup>3</sup>

Parallèlement, le pétitionnaire a déposé un dossier de déclaration au titre des rubriques :

N° de rubrique	Désignation des activités	Capacité
1511-3	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal de 26 520 m <sup>3</sup>
1412-2-b	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 50 t ..... b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t ...	La quantité totale de gaz inflammable présente sur le site est inférieure à 14,1 t
1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieure à 50 000 m <sup>3</sup> ..... 2. Supérieure à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 50 000 m <sup>3</sup> ... 3. Supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal de 19 300 m <sup>3</sup>
2925	Atelier de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale = 150kW.

#### **4. – CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX**

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir :

- Tilloy-lez-Cambrai
- Sancourt
- Saily-lez-Cambrai
- Neuville-Saint-Rémy
- Blécourt
- Raillencourt-Sainte-olle

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Le maire de Raillencourt-Sainte-olle a émis un avis favorable au projet et le conseil municipal de Tilloy-lez-Cambrai n'a formulé aucune observation. Les autres communes n'ont pas fait connaître leur avis dans le délai imparti, conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

#### **5. – OBSERVATIONS DU PUBLIC**

La demande a été portée à la connaissance du public du 4 août 2014 au 1<sup>er</sup> septembre 2014 inclus ([http://www.nord.gouv.fr/content/download/19110/129903/file/AVIS\\_DE\\_CONSULTATION\\_STE\\_LES\\_HEBIHENS.pdf](http://www.nord.gouv.fr/content/download/19110/129903/file/AVIS_DE_CONSULTATION_STE_LES_HEBIHENS.pdf)).

Les avis au public par voie de presse ont été publiés la semaine du 5 au 11 juillet 2014 dans La Gazette Nord - Pas de Calais et le 15 juillet 2014 dans La Voix du Nord.

La demande a été mise en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord.

Aucune observation n'a été portée au registre ou transmise par courriel.

#### **6. – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

##### **6.1.- Justification de l'absence de basculement**

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la SAS Les Hébihens ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

##### **6.2.- Compatibilité avec la procédure d'enregistrement**

###### **6.2.1.- Examen de la conformité du projet avec l'arrêté de prescriptions générales**

L'exploitant a justifié que son projet respecte les arrêtés ministériels du

- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

###### **6.2.2.- Compatibilité avec l'affectation des sols**

Le projet est inscrit dans la zone 1Aub du PLU de Tilloy-lez-Cambrai. Il s'agit d'une zone où sont admis les établissements industriels comportant des installations classées ou non. Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables au tiers.

###### **6.2.3.- Compatibilité avec certains plans et programmes**

Le projet relève des dispositions du SDAGE, du SAGE, du PREDIS et du PDEDMA. La compatibilité avec ces documents d'orientation a été vérifiée et commentée dans le dossier.

###### **6.2.4.- Modification sur les installations existantes**

*Sans objet*

###### **6.2.5.- Analyse des avis et observations émis lors de la consultation**

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable.

##### **6.3.- Aménagements sollicités par l'exploitant**

Aucun aménagement n'a été sollicité par l'exploitant.

## 7. – CONCLUSION ET SUITES ADMINISTRATIVES

La SAS Les Hébihens a déposé une demande d'enregistrement pour l'extension d'un entrepôt existant sur la commune de Tilloy-lez-Cambrai.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

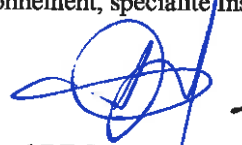
L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Le contexte ne nécessite pas l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir les arrêtés ministériels de prescriptions générales du 15 avril 2010.

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'enregistrer le projet du demandeur. Un projet d'arrêté dans ce sens est joint en annexe au présent rapport.

Par ailleurs, et conformément aux dispositions de l'article R512-49 du Code de l'Environnement, l'Inspection de l'environnement – spécialité installations classées – propose également à Monsieur le Préfet de donner récépissé des déclarations et de communiquer au pétitionnaire une copie des prescriptions générales applicables aux installations visées par les rubriques 1511-3, 1412-2-b, 1532-3 et 2925.

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines,  
Inspecteur de l'Environnement, spécialité Installations Classées,



Pascal DE SAINT VAAST

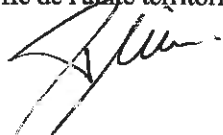
Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Nord  
Valenciennes, le ...

P/ Le Directeur et par délégation,

L'Ingénieure Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,

Cheffe de l'unité territoriale du Hainaut - Cambrésis - Douaisis,

29 SEP. 2014



Isabelle LIBERKOWSKI

**ARRÊTÉ N ° ... du .....  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**SAS Les Hébihens à Tilloy-lez-Cambrai, extension d'un entrepôt existant.**

*LE PRÉFET DU NORD*

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU** le SDAGE Artois-Picardie, les plans déchets, le PRQA, le PNSE, le PLU de Tilloy-lez-Cambrai;
- VU** les arrêtés ministériels de prescriptions générales (art L 512-7) du 15 avril 2010 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n<sup>os</sup> 1510, 1530, 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la demande présentée en date du 6 mai 2014 et complétée le 22 mai 2014 par la SAS Les Hébihens dont le siège social est au 10, impasse des Grands Jardins ZAC La Moinerie à SAINT MALO (35400) pour l'enregistrement d'installations classées dans le cadre de l'extension d'un entrepôt exploité sous les rubriques n° 1510, 1530, 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de Tilloy-lez-Cambrai;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** les observations du public recueillies entre le 4 août 2014 et le 1<sup>er</sup> septembre 2014 inclus;
- VU** les observations des conseils municipaux consultés ;
- VU** l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;
- VU** l'avis du maire de Tilloy-lez-Cambrai compétent en matière d'urbanisme sur la proposition d'usage futur du site ;
- VU** le rapport du 25 septembre 2014 de l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés du 10 avril 2010 susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ,

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage de type industriel

**Considérant que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure autorisation**

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département du Nord ;

**ARRÊTE**

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

#### **CHAPITRE 1.4. MISE A L'ARRET DEFINITIF (NOUVEAU SITE)**

##### **Article 1.4.1. Mise à l'arrêt définitif**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type industriel.

#### **CHAPITRE 1.6. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

##### **Article 1.6.1. Prescription des actes antérieurs**

Sans objet.

##### **Article 1.6.2. Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **TITRE 2. MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS**

##### **Article 2.1. Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

##### **Article 2.2. Exécution – Ampliation**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Tilloy-lez-Cambrai, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

##### **Article 2.3. Délais et voies de recours (art. L.514-6 du code de l'environnement)**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

LE PRÉFET

## ANNEXE 2 : DONNEES CARTOGRAPHIQUES

